

## Une démocratie plus accessible et plus transparente

**Des citoyens libres et responsables, sont avant tout des citoyens *informés*. Nous proposons :**

- La mise à disposition du public, sur Internet, des archives vidéo des séances du Conseil communal et des comptes-rendus des réunions du Collège des bourgmestre et échevins.
- Toutes les données publiées s'accompagnent d'explications à l'usage des citoyens « non-initiés ».
- La garantie de finances pleinement transparentes : marchés publics, notes de frais des élus, subventions et réductions d'impôts en faveur des entreprises et associations...
- Diffuser des états financiers mensuels ou trimestriels.
- Favoriser les scrutins sans ordinateurs de vote ni scrutins par Internet (à l'usage des élus locaux, des actions d'information sur ces problématiques et les risques qui y sont attachés).
- En revanche, développer les consultations et débats avec les citoyens, notamment via Internet (par exemple dans le cas d'enquêtes publiques, chantiers, etc.). Auquel cas les systèmes et procédures employés doivent être transparents (accès au code source, etc.), et aisément réutilisables dans tout autre cadre.
- Étudier la possibilité d'un vote par Internet sécurisé, secret et contrôlable par chaque votant.
- Pour des médias locaux « citoyens » (sans but lucratif) de qualité, la commune peut proposer des formations, ainsi qu'une aide technique et juridique.
- Informatiser toute la gestion documentaire de la commune de manière à rendre accessible en ligne toutes les pièces, tous les documents décisionnels, tous les dossiers, tous les programmes et tous les projets. L'accès à ceux-ci est un droit constitutionnel, droit qui est difficilement exerçable aujourd'hui et qui peut être trop facilement refusé (même de manière permanente).
- Renforcer les comités de quartier existants, d'impulser la création là où ils n'existent pas, et de les soutenir dans leurs actions. De solidifier leur (inter)action avec les autorités communales.

## Environnement et développement durable

**La technologie doit aller dans le sens de la pérennisation environnementale, et non à son encontre. Nous proposons :**

- Une simplification de la collecte et du recyclage du matériel technologique en fin de vie (transfert aux associations, remise en état d'ordinateurs, coopération...) et suivi à long terme pour ne pas déplacer le problème.
- L'ensemble des produits et services utilisés au niveau communal devrait venir du commerce local.
- Les produits équitables ainsi que les produits bio devraient être systématiquement utilisés.

## Accès au réseau

**L'accès à Internet est aujourd'hui une composante indispensable de la citoyenneté. Nous proposons :**

- Des points d'accès publics, labellisés, à l'échelle de la commune : bornes gratuites dans les lieux d'aide sociale, wifi ouvert dans les lieux publics...
- Le câblage téléphonique/informatique doit être prévu dans tous les chantiers (construction, réhabilitation, habitat social, etc.), au même titre que l'électricité et l'eau.

- Cette politique volontariste s'accompagne de l'engagement à œuvrer en faveur de la neutralité du réseau : pas de filtrage, pas de privatisation des services.
- Pour garantir l'égalité d'accès à l'information, la commune peut prendre en charge une partie de l'abonnement Internet des étudiants issus de familles aux revenus modestes.

## Pour un patrimoine ouvert, accessible et pérenne

**Penser aux générations futures implique de lutter contre l'amnésie numérique. Nous proposons :**

- La diffusion sous licence libre (ou domaine public), *dans des formats ouverts et normés*, de tous les contenus produits par la commune ou en son nom : archives, données cartographiques, banques d'images, contenus pédagogiques ou œuvres d'art, particulièrement dans le cadre des marchés publics, contenus des sites web.
- Recensement budgétaire des outils et ressources non-libres actuels, et évaluation des possibilités de transition vers du libre. Tout nouveau déploiement devant intégrer, par défaut, des solutions libres : Internet, bureautique, et, à terme, systèmes d'exploitation, de même, pour toute commande de biens numériques, spécifier des formats ouverts (lorsqu'ils existent) dès le cahier des charges.
- En parallèle, les formations informatiques liées à des logiciels propriétaires devront évoluer vers des formations aux logiciels libres.

## La commande publique, levier de l'action économique

**La commune est amenée à jouer un rôle primordial dans l'économie locale. Nous proposons :**

L'intégration dans les marchés publics de « clauses citoyennes » garantissant :

- l'utilisation de standards ouverts, pérennes et interopérables ;
- la préférence à l'achat de produits et services locaux chaque fois que cela est possible ;
- des études d'impact environnemental systématiques lors de l'implantation d'entreprises industrielles ou technologiques ;
- une traçabilité des biens de consommation pleinement accessible aux consommateurs : source, mode de production, prix d'achat des intermédiaires...

L'instauration d'un label pour les entreprises qui œuvreraient en ce sens, afin de dynamiser le secteur des technologies de pointe.

## Confidentialité et vie privée

**Nous voulons faire de la commune un modèle de respect des citoyens et de leurs libertés. Nous proposons :**

- L'implantation de caméras de vidéo-surveillance d'une façon raisonnée et limitée au strict nécessaire, sous le contrôle exclusif du service public et en coordination avec les services de police.
- Les données recueillies, que ce soit par la vidéo-surveillance ou quant aux déplacements des citoyens dans les transports en commun, doivent faire l'objet d'un traitement anonyme et transparent.

## Renforcer et moderniser l'éducation à la faveur des évolutions technologiques

**Les citoyens d'aujourd'hui et de demain doivent s'approprier la technologie, plutôt que de la subir. Nous proposons :**

- des formations à l'usage des enseignants, travailleurs sociaux...
- une « alphabétisation à l'information » pour les adultes ;
- des actions de sensibilisation à la notion de vie privée et de confidentialité, notamment pour développer un regard critique envers le spam et la publicité...
- d'inviter les établissements scolaires à prendre en compte la dimension numérique dans l'éducation à la citoyenneté.